

En Chine, l'idéologie prime sur l'économie

Si le fait marquant, mais sans surprise, a été l'obtention d'un troisième mandat pour Xi Jinping lors du Congrès du Parti communiste chinois, les changements au sein du Comité central du Politburo sont tout aussi importants. Importants car ils montrent que Xi Jinping s'est entouré d'abord et avant tout de ses alliés et aussi parce que les anciens responsables de la politique économique de la Chine ont été écartés. Avec son nouveau mandat, Xi Jinping veut plus imposer le modèle culturel chinois et son idéologie que se préoccuper de l'économie.

Des changements tout sauf anodins

Ont donc été écartés de l'organe suprême et donc du gouvernement, le premier ministre Li Keqiang, le vice-premier ministre Liu He, le président de la Banque centrale Guo Shuqing et son gouverneur Yi Gang. Par contre, tous les nouveaux membres sont des proches de Xi, à commencer par Li Qiang qui est nommé Premier ministre à partir de mars 2023. En plus de cela, le Politburo est composé de seulement 24 membres, tous masculins, ce qui est une première depuis 25 ans.

Et il faut pointer deux autres membres, également des fidèles de Xi Jinping, Wang Huning, "le Monsieur idéologie" du pouvoir chinois, et Zhao Leji, qui était auparavant chargé de la lutte contre la corruption.

Aucun changement dans la politique sanitaire

Conséquence de ces nominations et du discours de Xi Jinping et contrairement aux espoirs, la Chine ne va pas abandonner sa politique zéro-Covid. D'une part, parce que les personnes âgées ne sont pas assez vaccinées pour cela, et d'autre part parce que l'efficacité du vaccin chinois est faible. Mais la conséquence est bien évidemment que dans ces conditions, une reprise de l'économie est compliquée à envisager. Car à côté de la politique zéro-covid, la chute du marché immobilier entre 25 et 30% a touché et touche de plein fouet les ménages et donc la consommation.

Tout le changement de modèle d'une économie tournée jusqu'à présent vers l'exportation vers une économie soutenue par la consommation intérieure vole en éclat à cause de ces deux éléments. Surtout que durant la crise covid, les autorités n'ont pas apporté la moindre aide aux ménages mais au contraire ont restreint la consommation par les mesures de confinement. Il est d'ailleurs extrêmement significatif que lors de son discours de clôture, Xi Jinping n'ait pas mentionné une seule fois le mot consommation comme outil de stimulation de l'économie.

Et à côté de cela la situation du chômage en Chine pose d'énormes défis et questions. Questions parce que les chiffres officiels ne prennent en compte que les zones urbaines. Ainsi, 50 % de la population n'est pas du tout comptabilisée. Et alors que le taux de chômage des jeunes de 16 à 24 ans est estimé à 17.9%, certains économistes chinois pensent que le chômage de ces jeunes est plutôt d'environ 30 %.

Conséquences économiques et géopolitiques

Le FMI, fin octobre 2022, a d'ailleurs revu ses prévisions à la baisse pour l'Asie en parlant de vents contraires pour la zone asiatique et en pointant particulièrement la situation en Chine à cause des mesures de confinement et des problèmes immobiliers. Pour ces raisons, il ne table plus que sur une croissance de 3.2% en 2022 en Chine contre 4.4% précédemment et de 4.4% en 2023.

Mais les changements pourraient se révéler plus pénalisants pour l'économie car en dehors de la politique zéro-covid, Xi Jinping a vanté à plusieurs reprises la « *prospérité commune* », caractérisée par la limitation des revenus excessifs dans les secteurs du divertissement et des technologies et le soutien aux importantes entreprises d'Etat. Ce qui met l'idéologie à l'avant plan au détriment de l'économie.